

Le régime fiscal des SO.PAR.FI.

L'impôt sur le revenu des collectivités vise le revenu d'une personne morale, indépendamment de l'imposition qui est appliquée après distribution, lorsque ce revenu est intégré dans le revenu imposable de la personne morale ou physique qui en bénéficie.

Le même revenu est donc susceptible d'une double imposition économique en cas d'attribution à une personne physique, voire d'une imposition multiple en cascade, lorsque le revenu est successivement attribué à une ou plusieurs personnes morales.

Le régime des sociétés mères et filiales écarte ce cumul de charge fiscale entre personnes morales (article 166 L.I.R.).

Au niveau des personnes physiques, pour mémoire, l'atténuation de la double imposition est obtenue au moyen d'une exonération de la moitié des dividendes (article 115, n° 15a, L.I.R.).

Entre sociétés mères et filiales, l'exonération est liée à l'existence d'une participation de 10 %, niveau qui, dans les sociétés importantes, confère une influence suffisante pour qu'il soit possible de parler d'une relation de société mère à filiale.

Une société qui a pour objet social la détention de participations, et dont les investissements bénéficient de ce régime d'exonération, est désignée par société de participations financières (SO.PAR.FI.).

LES CONDITIONS D'APPLICATION DU REGIME D'EXONERATION

Le lien de participation

La participation doit atteindre 10 % au moins du capital de la société filiale ou un prix d'acquisition d'au moins 1 200 000 euros.

Cette quotité doit être vérifiée de manière ininterrompue pendant une période de douze mois, fixée par référence à la date de mise à disposition des revenus.

Toutefois, l'exonération peut s'appliquer avant même la réalisation de la condition de détention de douze mois, l'allocataire des revenus ayant la possibilité de s'engager à la respecter postérieurement au versement des dividendes.

Une participation indirecte à travers une entité fiscalement transparente est assimilée à une participation directe. Sont principalement visés, les revenus touchés par les sociétés de personnes, qui n'ont pas de personnalité fiscale distincte de celle des associés. Leurs revenus sont ainsi attribués pour imposition aux associés.

Les conditions à remplir par la société mère

La société mère qui perçoit les revenus doit être :

- un organisme à caractère collectif résident pleinement imposable repris expressément à l'annexe de l'article 166, qui énumère les organismes visés par la directive 2011/96/UE (refonte de la directive 90/435/CEE) concernant le régime fiscal commun applicable aux sociétés mères et filiales d'Etats membres différents, ou
- une société de capitaux résidente pleinement imposable.

En ce qui concerne les sociétés d'origine luxembourgeoise, l'annexe mentionne plus précisément les sociétés de capitaux : société anonyme, société à responsabilité limitée, société en commandite par actions.

Outre les sociétés d'origine luxembourgeoise, le premier tiret vise également les sociétés constituées suivant le droit d'un autre Etat membre de l'Union Européenne et dont le domicile fiscal se trouve au Luxembourg.

Le deuxième tiret étend l'application de la disposition aux sociétés de capitaux constituées selon le droit d'un Etat qui n'est pas membre de l'Union Européenne et qui ont leur domicile fiscal au Luxembourg.

Il doit s'agir dans tous les cas d'entités pleinement imposables.

Peuvent encore prétendre à l'exonération, les établissements stables luxembourgeois des organismes domiciliés dans un Etat membre de l'Union Européenne, visés par la directive 2011/96/UE, ainsi que les établissements stables des sociétés de capitaux originaires d'un Etat lié au Luxembourg par une convention contre les doubles impositions ou d'un Etat partie à l'Accord sur l'Espace Economique Européen.

Les conditions à remplir par la filiale

Sont des entreprises filiales éligibles :

- les entités d'un Etat membre de l'Union Européenne qui bénéficient du régime fiscal commun des sociétés mères et filiales,
- les sociétés de capitaux résidentes pleinement imposables,
- les sociétés de capitaux non-résidentes pleinement imposables, soumises à une fiscalité qui correspond au système luxembourgeois de l'impôt sur le revenu des collectivités.

Tout comme la société mère, la société filiale doit relever d'un régime fiscal de droit commun.

L'Administration admet le caractère pleinement imposable des sociétés étrangères hors Union Européenne, lorsque le taux d'imposition effectif est au moins égal à la moitié du taux d'imposition luxembourgeois et que la base d'imposition est établie d'après des méthodes comparables aux règles luxembourgeoises.

L'ETENDUE DE L'EXONERATION

Si les conditions précédentes sont vérifiées, les revenus perçus au titre de la participation ne font pas partie du revenu imposable de la société mère.

Aussi, sur la base des dispositions correspondantes en matière de retenue à la source sur les revenus de capitaux mobiliers, ils sont exonérés de prélèvement à la source auprès de la filiale au moment de la distribution (article 147 L.I.R).

L'exonération s'étend non seulement aux distributions courantes, mais encore aux distributions de liquidation.

L'exonération des revenus de la participation entraîne une perte du droit à déduction :

- des dépenses d'exploitation en relation économique directe avec les revenus exonérés,
- de la provision pour dépréciation de la valeur comptable de la participation qui résulte d'une mise en distribution de dividendes par la participation.

Le traitement fiscal de la provision pour dépréciation renvoie à la problématique des dividendes après acquisition (« post acquisition dividends »). Lorsqu'une société mère acquiert une filiale qui dispose de réserves distribuables, elle peut réduire l'endettement résultant de l'acquisition par le biais du prélèvement d'un dividende. Celui-ci conduit cependant mécaniquement à une dépréciation de la filiale dans les livres de la société mère. En admettant que la filiale reste bénéficiaire par la suite, si la dotation est non-déductible, la reprise doit pareillement être neutre fiscalement. La reprise subséquente d'une telle dépréciation est donc exonérée.

L'APPLICATION DE L'EXONERATION EN CAS DE CESSIION DE LA PARTICIPATION

En cas de cession d'une participation dans le capital d'une société filiale, la plus-value dégagée par la cession peut être exonérée sous certaines conditions (règlement grand-ducal du 21 décembre 2001).

Les conditions liées à l'identité de la société mère et de la filiale sont identiques à celles prévues pour l'exonération des distributions.

Il en est de même pour la durée de détention : le cédant détient ou s'engage à détenir une participation qualifiée pendant une période ininterrompue de 12 mois.

Pendant cette période, la participation doit atteindre 10 % au moins du capital ou un prix d'acquisition d'au moins 6 000 000 euros (le seuil absolu est de 1 200 000 euros en matière de dividendes).

En vue du calcul de la plus-value exonérée, les corrections de valeur antérieures, également celles sur des créances envers la filiale, doivent être réintégrées au résultat imposable.

Le montant exonéré est encore réduit des frais, en relation avec la participation, qui ont été déductibles fiscalement, dont plus particulièrement les intérêts débiteurs qui résultent du financement de l'acquisition.

Une participation indirecte à travers un organisme fiscalement transparent est éligible.

L'EXONERATION EN MATIERE D'IMPÔT SUR LA FORTUNE

Le régime d'exonération que nous venons d'examiner est complété par des dispositions en matière d'impôt sur la fortune.

La loi fiscale qui traite de l'évaluation des biens dispose que la valeur d'une participation qui atteint 10 % ou un prix d'acquisition égal ou supérieur à 1 200 000 euros est exclue de la base d'imposition (§ 60 BewG).

Les conditions d'application sont identiques à celles de l'impôt sur le revenu, à une exception près : l'exonération de l'impôt sur la fortune n'est pas assortie de condition de durée de détention.

Le seuil de 10 % ou 1 200 000 euros doit simplement être vérifié à la clôture de l'exercice social qui est déterminant pour la fixation de la valeur de la société mère à la date clé du 1^{er} janvier de l'année d'imposition.

S.F.C. CONSEIL. Société fiduciaire, société à responsabilité limitée
24-28, rue Goethe, L-1637 Luxembourg
Téléphone : (352) 29 57 57 1

Luciano DAL ZOTTO
Associé-gérant
E-mail : ldalzotto@sfc.lu

Guy SCHOSSELER
Associé-gérant
E-mail : gschosseler@sfc.lu

Nathalie THUNUS
Associée-gérante
E-mail : nthunus@sfc.lu

Nico BECKER
Associé-gérant
E-mail : nbecker@sfc.lu